

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 27 février 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Francepierre Poitou-Charentes**

RD 951  
86800 Jardres

Code AIOT : 0007202377

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement Francepierre Poitou-Charentes implanté Lieux-dits « les Chagnerasses » et « Plantier de la Chapelle » 16440 Sireuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Francepierre Poitou-Charentes
- Lieux-dits « les Chagnerasses » et « Plantier de la Chapelle » 16440 Sireuil
- Code AIOT : 0007202377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Francepierre exploite une carrière de calcaire détritique à grain fin/moyen à fin de couleur beige à jaune sur les communes de Sireuil et Champmillon. Outre l'extraction, le site est équipé d'outils de découpe des blocs extraits. L'autorisation a été renouvelée par arrêté préfectoral du 19 juin 2015 et l'APC du 3 novembre 2023 autorisant une durée d'exploitation de 30 ans.

La carrière compte 5 salariés (4 titulaires et 1 intérimaire) à la date de l'inspection.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan d'exploitation	arrêté préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Installations électriques	arrêté préfectoral du 19/06/2015, article 3.6.2	Demande d'action corrective	2 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Gerep	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
2	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015
4	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.2
6	Vérification des extincteurs	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 20

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre à jour son plan d'exploitation et faire effectuer les travaux nécessaires liés aux installations électriques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gerep

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
<b>Constats :</b> La déclaration Gerep pour l'année 2024 a été réalisée le 28 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Portée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2015
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 11 200 t.
<b>Constats :</b> La production de l'année 2025 est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b> « Un plan de l'ensemble des travaux d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi pour chaque secteur. Sur ce plan, sont reportés au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>• les différentes positions des fronts d'extraction ;</li><li>• la matérialisation des piliers et leur repérage ;</li><li>• les cotes d'altitude NGF des points significatifs (carreau et terrain naturel) ;</li><li>• les zones remblayées totalement ou partiellement ;</li><li>• les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et la salubrité publique ;</li><li>• l'emplacement des puits d'aérage et de secours.</li></ul> Ce plan est repéré par rapport à un plan cadastral de la surface représentant les limites des parcelles et du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m. Ces plans sont mis à jour au moins une fois tous les six mois et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »
<b>Constats :</b> Dans le local dans lequel a lieu l'inspection, accroché au mur, l'exploitant présente un plan du 31 décembre 2024 comportant les relevés du géomètre. La zone inondée a été identifiée (bleu foncé) comme demandé lors de la dernière visite d'inspection. L'exploitant indique que la mise à jour du plan sera faite début janvier 2026 par le géomètre. L'inspection rappelle que le plan doit être à jour au moins une fois tous les 6 mois comme spécifié

ci-dessus (et non 1 fois par an) et avec l'ensemble des informations prescrites réglementairement et demandées au cours des dernières visites d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

#### N° 4 : Modalités d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'exploitation est conduite suivant la méthode dite des « chambres et piliers abandonnées ».</i> <i>La cote minimale du fond de la carrière est de 50 m NGF ;</i> <i>L'épaisseur maximale d'extraction est de 7.5 m ;</i> <i>La largeur des galeries est au maximum de 6 m [...] : »</i>
<b>Constats :</b> Au niveau de la zone en cours d'extraction (zone 3), il est relevé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des largeurs de galeries de 5,0 et 5,96 m ;</li> <li>• des hauteurs de galeries de 3,6 et 5,9 m.</li> </ul> Sur le plan mentionné ci-avant, il n'est pas relevé de non-conformité relativement à la cote minimale d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. »</i>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection le rapport des installations électriques n'a pas pu être présenté. Par mail en date du 5 janvier 2026, l'exploitant a envoyé les rapports VGP des installations électriques de BUREAU VERITAS en date du 21/05/2025 (Q18). Le rapport indique que l'état des installations électriques peut entraîner des risques incendie et d'explosion. Il est indiqué en observation : <i>dysfonctionnement des dispositifs différentiels à court résiduel (déjà signalé le 12/01/2024) (3 différentiels défectueux galeries + fond de galerie).</i> Les constatations, déjà mentionnées dans le rapport précédent, n'ont donc pas fait l'objet de réparations par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 2 mois

#### N° 6 : Extincteurs – Vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.</i> <i>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »</i>

**Constats :**

L'inspection a demandé à consulter le rapport des extincteurs qui n'a pas pu être présenté également.

Lors de la visite de terrain, plusieurs extincteurs ont été inspectés et la date de contrôle du 26/11/2025 par la société EMI79 était indiquée.

Par mail en date du 12/01/2026, l'exploitant a envoyé le rapport de l'ensemble des extincteurs présents sur le site qui atteste de la conformité des extincteurs

**Type de suites proposées :** Sans suite